



Paris, le 30 AOUT 2019

N/Réf. : HM/BB190828

HERVE MAUREY

*PRESIDENT
DE LA COMMISSION
DE L'AMENAGEMENT
DU TERRITOIRE ET
DU DEVELOPPEMENT
DURABLE*

SENATEUR DE L'ÉURE

CONSEILLER REGIONAL
DE NORMANDIE

Monsieur le Secrétaire général,

Vous avez bien voulu appeler mon attention sur le projet de réorganisation des services de la Direction générale des Finances publiques.

Vous souhaitez en particulier connaître la position des élus de mon département. Un certain nombre d'entre eux concernés par ce projet m'ayant exprimé leurs inquiétudes sur les conséquences de cette réorganisation pour leurs administrés et leur collectivité locale, j'ai adressé le courrier, dont vous trouverez ci-joint une copie, à Monsieur Edouard PHILIPPE, Premier Ministre.

Je ne manquerai pas de vous tenir informé de la réponse qui me sera apportée.

Restant naturellement à votre disposition, je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'expression de ma considération distinguée.

Hervé MAUREY



Monsieur Rachid AZZOUG
Secrétaire général du syndicat national CFTC
DGFIP
Bâtiment Condorcet
6 rue Louise Weiss
75013 PARIS

Paris, le 30 AOUT 2019

N/Réf : HM/BB190828



TM)
Signal

HERVE MAUREY

PRESIDENT
DE LA COMMISSION
DE L'AMENAGEMENT
DU TERRITOIRE ET
DU DEVELOPPEMENT
DURABLE

SENATEUR DE L'EURE

CONSEILLER REGIONAL
DE NORMANDIE

Monsieur le Premier Ministre, *Jean Edouard*

Par ce courrier, je souhaite attirer votre attention sur le projet de réorganisation du réseau des services de la Direction générale des Finances publiques, actuellement en concertation.

Ce projet fait naître parmi les élus locaux et les administrés du département de l'Eure de vives inquiétudes quant à ses conséquences sur le service rendu par le réseau des finances publiques.

Il prévoit en effet la suppression de 15 des 20 trésoreries, de 4 des 6 services fiscaux, de 1 des 2 services du contrôle fiscal situés dans le département de l'Eure.

Vous comprendrez donc que la plupart des maires des communes concernées m'aient saisi de ce dossier.

En effet, l'augmentation prévue du nombre d'« accueils de proximité » des administrés ne saurait malheureusement pas remplacer les services proposés par les structures fermées. Il y a donc un risque que le personnel, moins spécialisé que les agents de la DGFIP, ne soit pas en mesure d'apporter le même niveau de prestation et de conseil conduisant à une dégradation du service.

Les élus craignent que ce projet ait également un impact sur le service rendu à leur collectivité locale. Ils estiment que la fermeture des trois quarts des trésoreries dans le département de l'Eure et la centralisation des services comptables conduisent à une rupture du lien entre le comptable et l'ordonnateur qu'il juge essentiel à la bonne gestion de leur collectivité.

La fermeture de ces services conduirait donc les administrés et les collectivités locales à devoir parcourir des distances plus importantes pour les prestations qui ne pourront pas être réalisées dans ces structures.

Cette réorganisation est également susceptible d'impliquer une charge supplémentaire pour les collectivités locales puisqu'il est prévu que le réseau de points d'accueil repose notamment sur les futures maisons « France



Services » et les mairies. L'expérience a également montré toute la difficulté de mise en place et de fonctionnement de ce type de structure.

Cette réorganisation qui ferait suite à un mouvement social d'ampleur en grande partie conséquence d'un sentiment d'abandon des territoires ruraux constituerait un nouveau recul des services publics dans ce département déjà affecté par leur disparition progressive depuis plusieurs décennies.

Lors de sa conférence de presse à l'issue du Grand débat national, le Président de la République avait indiqué vouloir « *recréer de la proximité* » et « *assurer l'accès aux services publics à moins de 30 minutes avec un accompagnement personnalisé pour les démarches de la vie quotidienne* ».

Vous-même, devant le Sénat, avez indiqué que l'« *exigence de proximité est une rupture dans les politiques publiques menées depuis quinze ans* » et souhaité « *reconstruire un vrai maillage cohérent de présence des services publics* ».

C'est pourquoi je me permets de m'adresser à vous pour vous demander de bien vouloir réexaminer le projet de réorganisation du réseau des finances publiques dans le département de l'Eure pour permettre un accès réel et effectif à ce service public essentiel pour les habitants et les élus.

Dans l'attente de votre réponse, je vous prie d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de ma haute considération.

Avec mes meilleurs sentiments

Monsieur Edouard PHILIPPE
Premier ministre
Hôtel Matignon
57 rue de Varenne
75700 Paris SP 07

Hervé MAUREY

A handwritten signature in black ink, appearing to be "Hervé MAUREY", written over the printed name.